

N° 5144⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à la lutte contre le chômage social

* * *

AMENDEMENT GOUVERNEMENTAL**EXPOSE DES MOTIFS**

Le projet de loi No 5144 relative à la lutte contre le chômage social vise, dans le cadre des activités d'insertion et de réinsertion professionnelles ouvertes à l'ensemble des employeurs au Grand-Duché de Luxembourg, une finalité d'intégration respectivement de réintégration sur le marché du travail de bénéficiaires du contrat de mise à niveau.

Dans une optique d'augmentation de l'employabilité des bénéficiaires pris en charge par les gestionnaires d'activités d'insertion et de réinsertion professionnelles il y a lieu de pourvoir ces derniers de travaux en nombre suffisant qui permettent d'opérer à moyen terme une transition dans le monde économique.

Dans cette optique, le Conseil de Gouvernement propose, à l'instar de la philosophie de la loi du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements pour des causes conjoncturelles et à assurer le maintien de l'emploi, un nouvel article 31 qui prévoit d'autoriser le Gouvernement à mettre en oeuvre, par le biais d'une exception à la législation sur les marchés publics, des travaux et/ou services avec les employeurs gestionnaires d'activités d'insertion et de réinsertion professionnelles. La proposition du Gouvernement réserve les frais à charge du budget étatique, ce qui implique une augmentation de la transparence dans l'ensemble des marchés qui peuvent être conclus sur base de cette nouvelle disposition.

*

TEXTE DE L'AMENDEMENT**TEXTE DU NOUVEL ARTICLE 31 NOUVEAU**

**à insérer au niveau des dispositions transitoires et finales
(l'article 31 actuel portera dès lors le numéro 32)**

Art. 31. – Exceptions à la législation sur les marchés publics de travaux et de fournitures

(1) Par dérogation à la législation sur les marchés publics de travaux et de fournitures, le Gouvernement est autorisé à mettre en oeuvre, dans la limite des crédits budgétaires, des travaux et/ou services avec les employeurs gestionnaires d'activités d'insertion et de réinsertion professionnelles, disposant de l'agrément ministériel prévu par la présente loi.

(2) Les travaux visés au paragraphe qui précède, concernent exclusivement les bénéficiaires d'activités d'insertion et de réinsertion professionnelles au sens de l'article 6 paragraphe (2) point c. de la présente loi.

(3) Sur proposition du Gouvernement en conseil, les travaux et/ou services sont soumis à la conclusion d'une convention de coopération entre le ministère ordonnateur et l'employeur suivant les dispositions de l'article 23 de la présente loi.

*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE

L'article 31 dispose dans son paragraphe (1) que par dérogation à la législation sur les marchés publics de travaux et de fournitures, le Gouvernement est autorisé à mettre en oeuvre, dans la limite des crédits budgétaires, des travaux et/ou services avec les employeurs gestionnaires d'activités d'insertion et de réinsertion professionnelles, disposant de l'agrément ministériel prévu par la présente loi.

A l'image de la philosophie de la loi du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements pour des causes conjoncturelles et à assurer le maintien de l'emploi, les dispositions du présent paragraphe visent à garantir, par le biais d'une exception à la législation sur les marchés publics de travaux et de fournitures, aux employeurs gestionnaires d'activités d'insertion et de réinsertion professionnelles, des activités de travail leur permettant d'opérer une transition des bénéficiaires sur le premier marché de l'emploi. Les frais seront pris en charge par le budget de l'Etat, ce qui implique une augmentation de la transparence dans l'ensemble des marchés qui peuvent être conclus sur base du présent article.

En effet, toute mesure active en faveur de l'emploi qui ne peut se dérouler dans un contexte pratique de travail sur le terrain est vouée à l'échec, alors qu'il ne sera pas possible d'améliorer l'employabilité des bénéficiaires par des travaux et des formations en situation réelle. Il est partant dans les obligations sociales de l'Etat, de garantir aux employeurs gestionnaires d'activités d'insertion et de réinsertion professionnelles le recours à des travaux leur permettant une amélioration de l'employabilité de personnes qui sont très éloignées du marché du travail.

L'article 31 stipule dans son paragraphe (2) que les travaux visés au paragraphe qui précède, concernent exclusivement les bénéficiaires d'activités d'insertion et de réinsertion professionnelles au sens de la présente loi, affectés par le Comité de suivi au sens de l'article 6 paragraphe (2) point c.

Afin de garantir aux employeurs des possibilités de mise au travail pour les bénéficiaires qu'ils ont engagés sur base d'une proposition du Comité de suivi dans le contexte d'une activité d'insertion ou de réinsertion professionnelle pour les bénéficiaires visés par l'article 3 paragraphes (1) et (3) au plus tard après sept mois d'inscription auprès de l'Administration de l'emploi, la possibilité de déroger à la législation sur les marchés publics est strictement limitée à ces bénéficiaires.

L'article 31 précise dans son paragraphe (3) que, sur proposition du Gouvernement en conseil, les travaux et/ou services sont soumis à la conclusion d'une convention de coopération entre le ministère ordonnateur et l'employeur suivant les dispositions de l'article 23 de la présente loi.

La procédure décrite vise à assurer qu'il y a conscientisation au niveau du Gouvernement en conseil (ce qui présuppose accord du ministre ayant dans ses attributions l'emploi) et qu'entre autres les procédures financières soient clarifiées via convention.